Le Conseil,

Vu le rapport du 18 juin 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous soumetts un dossier relatif au projet de modernisation de la station d'épuration à Pierre Bénite et notamment aux procédures à lancer en amont des travaux proprement dits.

L'opération, qui comprendrait l'extension des capacités et des niveaux de traitement, devrait permettre la mise aux normes européennes de la station et le respect des dispositions de la loi sur l'eau. Elle viendrait compléter la modernisation de la station d'épuration située à Saint Fons et réalisée entre 1992 et 1996.

Elle constitue le projet majeur du contrat d'agglomération en cours de négociation avec l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, en particulier pour le volet relatif au plan Rhône.

Dans ce cadre, en complément du traitement classique des effluents, un traitement spécifique de la pollution azotée, facteur déclassant du fleuve, serait mis en oeuvre globalement dans les deux stations.

Des études préalables ont été réalisées ou sont en cours de réalisation afin de définir le type de traitement adapté pour répondre aux nouvelles exigences en matière de qualité des rejets en milieu naturel.

En ce qui concerne l'aspect foncier, il est d'ores et déjà établi que les extensions prévues nécessitent de disposer de six hectares de terrain supplémentaires. Après examen des contraintes portant sur les différents terrains adjacents, le site d'Yvours, propriété communautaire et situé de l'autre côté des voies ferrées, serait retenu. Ainsi, il serait nécessaire de créer une liaison des deux sites au moyen d'un pont de service au-dessus des voies ferrées.

Les travaux de modernisation pourraient débuter à la fin de 1999 pour s'achever en 2003. Ils porteraient sur le traitement des eaux et des boues, la mise à niveau des équipements d'électricité et d'automatisme, la désodorisation des ouvrages les plus sensibles (prétraitement, boues, dépotage) et l'aménagement paysager et architectural.

L'opération, dont l'enveloppe financière est estimée à 450 MF HT en première approche, serait d'une complexité particulière et devrait engager le constructeur sur des garanties de performances spécifiques, notamment :

- un débit admissible par temps sec et par temps de pluie,
- des performances de rendement d'élimination de la pollution à chaque étage de traitement (primaire, biologique, tertiaire),
- une capacité de déshydratation et d'incinération de la chaîne boue,
- une capacité et des performances de l'installation de ventilation-désodorisation,
- une consommation d'énergie électrique et de produits de conditionnement (polymères, réactifs chimiques, etc.).

L'ampleur du projet et son impact en terme d'écologie nous engagent à la plus grande prudence sur le suivi de sa conception et de sa réalisation. Afin d'aboutir aux meilleurs résultats, il a été proposé de lancer cette opération dans le cadre de la procédure de conception-réalisation.

Cette procédure particulière et le dossier de conception-réalisation feraient l'objet d'une proposition spécifique à l'assemblée avant la fin de l'année 1998.

En amont de cette phase et durant la réalisation des travaux, la direction de l'eau assurerait les missions lourdes de représentant du maître d'ouvrage et de conduite d'opération. En revanche, elle ne pourrait

assurer la mission de maîtrise d'oeuvre qu'elle souhaite voir gérer par un tiers extérieur (maître d'oeuvre sans mission de conception).

Il est ainsi suggéré de confier ces missions à un maître d'oeuvre extérieur.

Outre une mission importante d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC), le maître d'oeuvre retenu se verrait confier les missions suivantes :

- une mission d'établissement des dossiers d'autorisation et d'enquêtes publiques préalables et d'assistance au maître d'ouvrage lors des consultations du public correspondantes,
- une mission d'assistance au maître d'ouvrage lors de la consultation de concepteurs-réalisateurs,
- une mission de visa d'exécution,
- une mission d'assistance au maître d'ouvrage lors de la préreception et la réception des ouvrages,

et, en option :

- une mission d'assistance au maître d'ouvrage lors de la période de garantie de parfait achèvement.

Le montant prévisionnel de l'ensemble de ces missions est estimé à 20 MF HT, leur durée étant évaluée à six ou sept ans. Pour une meilleure cohérence et un contrôle accru de l'opération, cet ensemble doit être confié à un seul maître d'oeuvre ou à un seul groupement solidaire de maîtres d'oeuvre.

L'ensemble de ces missions étant exclusif de toutes missions de conception, dans la perspective de la passation d'un marché de conception-réalisation, et aucune prestation qui justifie une audition n'étant susceptible d'être remise dans ce contexte, monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord, le 2 juin 1997, pour procéder à une consultation, conformément aux dispositions de l'article 314 bis du code des marchés publics -6° alinéa c-.

Cette procédure suppose la constitution d'une commission composée comme le jury prévu à l'article 314 ter du code des marchés publics et dont les membres pourraient être les suivants :

A - membres élus :

- monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon représenté par monsieur le vice-président chargé des marchés publics, président de la commission permanente d'appel d'offres,
- les cinq membres de la commission permanente d'appel d'offres de la communauté urbaine de Lyon ou leurs suppléants ;

B - membres désignés par monsieur le président de la commission en raison de leurs compétences :

B1 - personnalités compétentes :

- monsieur le vice-président chargé de l'eau et de l'assainissement ou son représentant élu communautaire,
- monsieur le maire de la commune de Pierre Bénite ou son représentant élu municipal ;

B2 - maîtres d'oeuvre :

- un représentant de la profession de coordination et pilotage des chantiers désigné par l'UNAPOC,
- un représentant des services techniques de la ville de Besançon,
- un représentant des services techniques hydrauliques de la communauté urbaine du Grand Nancy,
- le directeur du service de l'eau ou son représentant,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

C - représentants institutionnels :

- un représentant de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- madame le comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon ou son représentant.

Six candidats, au plus, seraient retenus afin d'optimiser la concurrence sur le niveau de prestations rendues et sur les prix. En l'absence d'audition et de remise de prestations onéreuses, il ne serait versé aucune indemnité à l'issue de la sélection.

Par ailleurs, dans le cadre des obligations législatives et réglementaires relatives à la coordination sécurité et protection de la santé, l'opération de modernisation de la station d'épuration relèverait du niveau I de ladite coordination.

Compte tenu de la spécificité du projet, il est impératif que le coordonnateur, désigné en phase de conception, assure également, pour des raisons évidentes de cohérence et de sécurité, la phase de réalisation complète.

Cette mission, de l'ordre de 2 000 000 F HT, impose la sélection de candidats ayant une expérience comparable à ce type d'opération ; la procédure d'appel d'offres restreint sur offres de prix a donc été proposée.

La commission permanente d'appel d'offres a donné un avis favorable et motivé aux procédures présentées ci-avant le 3 juin 1997.

Le projet de modernisation de la station d'épuration à Pierre Bénite ne pouvant démarrer sans un certain nombre de procédures et d'études préalables, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse serait associée à tous les stades du projet, compte tenu du volume des aides qu'elle est susceptible d'apporter sur toutes ses phases.

Les études déjà engagées et à poursuivre s'imposent non seulement dans le cadre de la modernisation des ouvrages mais encore dans le dispositif des autorisations préalables à requérir en matière de police des eaux, de droits de l'urbanisme et de l'environnement.

Aussi cette opération imposerait-elle la saisie préalable des services de monsieur le préfet du Rhône au titre de l'autorisation du rejet de la station et de l'enquête publique dite Bourchardeau permettant d'évaluer l'incidence des travaux de modernisation sur l'environnement et en particulier sur le milieu récepteur ;

B - Propose de délibérer en conséquence ;

C - Précise que les offres relatives au marché de coordination sécurité et protection de la santé seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu le présent dossier ;

Vu les articles 279, 295, 298 bis à 300 bis, 314 bis -6° alinéa- et 314 ter du code des marchés publics ;

Vu ses délibérations n° 95-0052 et 1996-0961 respectivement en date des 25 septembre 1995 et 24 septembre 1996 ;

Ouï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement, finances et programmation et urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Accepte :

a) - la démarche proposée pour la réalisation de la modernisation de la station d'épuration à Pierre Bénite,

b) - les dossiers qui lui sont soumis,

c) - le lancement d'une consultation de maîtrise d'oeuvre sans conception ainsi que la composition de la commission composée comme un jury,

d) - le principe du transfert des terrains nécessaires à l'extension de la station d'épuration, au profit de la direction de l'eau, la valeur étant prélevée au budget de l'assainissement- compte 211 100 - opération 0125 ;

2° - Décide :

a) - de confier la mission globale de coordination sécurité et protection de la santé à un bureau d'études désigné à la suite d'un appel d'offres restreint sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 279, 295 et 298 bis à 300 bis du code des marchés publics,

b) - que les offres relatives au marché de coordination sécurité et protection de la santé seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché de coordination sécurité et protection de la santé,

b) - saisir monsieur le préfet du Rhône des dossiers d'enquêtes et d'autorisation s'imposant sur l'ouvrage,

c) - indemniser les membres maîtres d'oeuvre de la commission composée comme un jury en vertu de la délibération n° 1996-0961 en date du 24 septembre 1996,

d) - solliciter l'aide de l'Agence de l'eau et à signer la ou les conventions à intervenir sur les différents dossiers de cette opération,

e) - signer la ou les conventions à intervenir avec la SNCF pour la réalisation du pont au-dessus des voies ferrées.

4° - Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget annexe de l'assainissement - exercices 1997 et suivants - compte 238 510 - fonction 2 222 - opération 0125 - modernisation de la station d'épuration à Pierre Bénite.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,